

- Pas de salaires au rendement!
- Primes de production égales pour tous intégrées au salaire de base!

Sur l'emploi

Dans son effort de rationalisation économique, la bourgeoisie a besoin de disposer d'un volant de chômage important et d'une armée industrielle de réserve lui facilitant les modifications rapides de la structure de l'emploi.

La disparition des petites unités de production se solde par les licenciements, les fermetures d'entreprise, l'insécurité de la crise généralisée de l'emploi à l'échelle de régions entières.

Face à cette attaque en règle du patronat, nous devons mener une lutte sans répit:

- Contre le principe du travail temporaire et contractuel!
- Contre la surexploitation odieuse de la main d'oeuvre immigrée par les nouveaux négriers!
- Pour un statut et un salaire égal à travail égal!
- Pour la mensualisation immédiate pour tous sans clause d'ancienneté ni restriction!
- Pour le retour immédiat aux quarante heures sans diminution de salaire, ce qui donnerait du travail à de nombreux chômeurs!
- Pour l'entretien aux frais de l'entreprise des travailleurs congédiés par manque de travail!
- Pour le recyclage aux frais de l'état, le reclassement dans la région au même salaire, et la garantie minimum de cinq ans du nouvel emploi!

■ 3) POUR L'ORGANISATION DEMOCRATIQUE DES LUTTES OUVRIERES, POUR LE CONTROLE OUVRIER SUR LA PRODUCTION !

La lutte résolue pour la défense des salaires, contre l'accélération des cadences et l'extension du chômage remet directement en cause les profits capitalistes et ne peut que porter l'affrontement à un niveau supérieur.

En effet, s'il se contente de lutter périodiquement pour des augmentations de salaires, le mouvement syndical est sûr d'être berné. Toute la logique de la lutte de classes l'amène à contester les rapports entre prix et salaires, salaires et monnaie, salaires et productivité, que le patronat essaie de lui imposer comme inévitables. Mais cette contestation ne peut se faire efficacement qu'en connaissance de cause, c'est à dire en instruisant le procès public de la gestion capitaliste fondée sur la recherche du profit maximum, avec son lot de gaspillage, de gabegie, et d'arbitraire.

Ce procès prend la forme du *contrôle ouvrier sur la production*.

Aux travailleurs qui attendent que les pourboires leur tombent naturellement des tables de négociation, aux travailleurs qui acceptent les licenciements et les fermetures d'ateliers comme des calamités naturelles et qui osent à peine espérer des indemnités, aux travailleurs à qui l'on fait croire que ce sont les hausses de salaires qui provoquent les hausses de prix, aux travailleurs que l'on divise et isole pour mieux leur cacher le mécanisme global de l'exploitation capitaliste, nous disons:

Prenez votre sort et vos affaires entre vos mains!

Le patron prétend que ses bénéfices ne lui permettent pas d'accorder les augmentations de salaires revendiquées... Alors ouvrez les livres de compte! Imposez le contrôle des stocks, des machines neuves, des investissements, des frais de production!

Les études de poste, les grilles de salaire complexes, la multiplication des indices par catégorie, la fiche de paye confidentielle sont autant d'astuces patronales pour établir des salaires à la tête du client et diviser les travailleurs.

Exigez le contrôle des formes de rémunération, leur explication publique, l'affichage des fiches de paye!

Souvent, lorsque le patron accepte de réduire le temps de travail, il ne réduit pas la production et n'embauche pas de personnel nouveau. Il en résulte une aggravation des conditions de travail. *Veto ouvrier sur les cadences et les conditions de travail!*

Lorsque ferment les usines non rentables, les ouvriers sont souvent désemparés. La grève est impuissante puisque le patron ne demande qu'à arrêter la production. L'occupation sera écrasée si elle reste isolée. Au mieux permettra-t-elle l'obtention d'un sursis comme à Plainfaing. Il faut que ces exemples servent de leçon aux ouvriers de la branche, de la ville, de la région. Qu'ils occupent les usines encore rentables tant qu'il est temps. Qu'ils élisent des commissions de contrôle sur les commandes, les matières premières, les matériaux nécessaires à la production, le financement de l'entreprise. Qu'ils étudient les rapports financiers entre l'entreprise et les autres usines de la région et de la branche. Pour vaincre l'isolement et accroître la force des travailleurs, l'extension du contrôle ouvrier constitue le facteur déterminant. *Veto sur les fermetures d'usine et contrôle ouvrier sur les licenciements; les travailleurs n'ont pas à faire les frais de la gestion patronale et de l'anarchie capitaliste.*

La bourgeoisie prend argument des déficits de certains services publics pour justifier les augmentations de tarifs, les licenciements de personnel, et le retour de certains secteurs à l'exploitation privée (menace sur le téléphone, les transports aériens) Les travailleurs font doublement les frais de ces mesures, à titre de producteurs et d'usagers. En même temps qu'ils les combattent, ils doivent donc lutter pour la nationalisation sans indemnité et sous contrôle ouvrier des secteurs les plus rentables de l'économie.

Cette mobilisation pour le contrôle ouvrier qui correspond à l'aspiration des travailleurs rendra plus difficile l'invention par la bourgeoisie et les bureaucrates syndicaux de succédanés de contrôle. Le contrôle s'oppose à la participation et à toute formes d'organes paritaires. Il signifie la mobilisation à la base des travailleurs sur le tas, la publicité totale des informations et des débats, l'extension et la généralisation du contrôle lui-même, la défense de l'autonomie ouvrière: *élection démocratique de délégués révocables pour diriger les luttes* (grèves, occupations); élections de délégués d'ateliers, création de comités de contrôle des prix, création de conseils de délégués à l'échelon local ou régional.

Depuis Mai 68, buttant doublement sur la fermeté patronale et l'inaction syndicale, les travailleurs ont réinventé ou développé des formes de lutte radicales, telles que la *séquestration*. Ce type d'action présente le double caractère de manifester la combativité ouvrière, et de risquer de la cantonner à des actions minoritaires. Bien que radicale, une action qui s'en prend à la personne du patron, est bien moins significative politiquement qu'une action de masse qui vise l'appropriation par les travailleurs des moyens de production: à savoir la *grève avec occupation*. Or dès à présent, malgré l'éducation réformiste dispensée par les bureaucraties syndicales, malgré le cloisonnement consécutif à la division du travail, les contradictions du capitalisme lui-même poussent les travailleurs dans le sens du contrôle ouvrier: *les grèves avec occupation, les grèves bouchons à Cléon comme à la Sollac, la réduction de la production sans arrêt de travail comme à Lacq, qui évite le lock-out et permet de tenir longtemps,*

les grèves tournantes articulées, la grève administrative dans les hôpitaux qui porte atteinte aux profits sans nuire aux malades, l'extension de la lutte hors de l'entreprise par des campagnes de soutien de masse comme aux Batignolles, par le boycott des usagers comme pour le BHV de Sarcelles, sont autant de formes élémentaires de contrôle. Elles doivent servir d'appui aux militants révolutionnaires pour expliciter, généraliser, systématiser l'idée du contrôle ouvrier.